

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
Cours Massena - CS 82205  
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>80</b>	<b>60</b>	<b>20</b>

N° de la séance : 09

Objet de la délibération : GEMAPI - Plans de gestion des vallons de la CASA - Mise à enquête publique préalable à Déclaration d'Intérêt Général – Adoption du principe

<p> Original</p> <ul style="list-style-type: none"><li>Expédition certifiée conforme à l'original</li></ul> <p>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</p> <p>Stéphane PINTRE</p>
---

N° Enregistrement : CC.2022.009

Date de la convocation : <b>Le 15/02/2022</b>	
<b>Certifié exécutoire compte tenu</b>	
de l'affichage en date du	<b>14 MARS 2022</b>
de la réception s/Préfecture en date du	<b>11 MARS 2022</b>
Pour le Président, La Responsable de Service	
 Corinne SAINTE	

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 21 février 2022**

L'an deux mil vingt-deux et le 21 février à 16h, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, François ZEMA, Marie ANASSE, Serge AMAR, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, Hassan EL JAZOULI, Marion MUSSO, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Arnaud VIE

**PROCURATIONS :**

Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Yves DAHAN à Hassan EL JAZOULI, Audouin RAMBAUD à Jacques GENTE, Geneviève PIERRAT à Frédéric POMA, Simone TORRES-FORET DODELIN à Marguerite BLAZY, Eric DUPLAY à Serge AMAR, David SIMPLOT à Hassan EL JAZOULI, Marc BORIOSI à Jean-Bernard MION, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO, Aline ABRAVANEL à François ZEMA, Cédric BOURGON à François ZEMA, Alain BERNARD à Marika ROMAN, Delphine CAROSI à François WYSZKOWSKI, Alexia MISSANA à Xavier WIIK

**ABSENTS :**

Anne-Marie BOUSQUET, Christophe ETORE, Martine SAVALLI, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Monsieur Xavier WIIK**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions, qu'il a acceptées.



## **Monsieur DERMIT,**

La gestion des cours d'eau et vallons constitue l'un des volets majeurs du plan d'actions de la CASA en matière de prévention des risques d'inondation et de préservation des milieux aquatiques. Dans les faits, la grande majorité du réseau hydrographique traverse du domaine privé, dans lequel les propriétaires ont négligé ou abandonné cet entretien au fil des décennies, avec des conséquences aggravantes sur les inondations.

La CASA, autorité « gémapienne » et gestionnaire des eaux pluviales, souhaite donc y intervenir directement pour assurer les interventions d'entretien et de restauration qui viseront le rétablissement de bonnes conditions d'évacuation des crues, et la sauvegarde des équilibres naturels.

A cette fin, la CASA a établi un Plan Pluriannuel de Restauration et d'Entretien (PPRE) pour préciser les enjeux et les modalités de gestion de ces vallons, et sollicite une Déclaration d'Intérêt Général (DIG) pour légitimer ses actions sur des propriétés privées au moyen de fonds publics, lorsque les travaux présentent un caractère d'intérêt général ou d'urgence, et visent l'aménagement et la gestion de l'eau. Délivrée par le Préfet après enquête publique préalable, cette Déclaration d'Intérêt Général est prise en application de l'article L.211-7 du Code de l'Environnement.

La DIG de la CASA tient compte :

- Du statut administratif des vallons :  
Les cours d'eau avec milieu aquatique sont classés « non domaniaux » et soumis à la loi sur l'eau, alors que les vallons secs et les axes d'écoulement naturels relèvent de règles de gestion pluviale.
- Du gestionnaire désigné :  
La CASA prend en charge les vallons à caractère urbain à péri-urbain, secs ou avec milieu aquatique, sur lesquels les forts enjeux « risques d'inondation » impliquent une gestion de proximité avec des passages fréquents et une grande réactivité. Elle a délégué au SMIAGE la gestion des cours d'eau naturels avec bassin versant étendu sur plusieurs EPCI (Brague, Loup, Estéron, Malvan et affluents), où le syndicat devra donc conduire cette même procédure.

Les vallons concernés par la Déclaration d'intérêt Général de la CASA sont localisés en zone péri-urbaine du moyen-pays, et sur le littoral urbanisé de la CASA où ils sont pour la plupart concernés par un Plan de Prévention des Risques d'Inondation.

Ils sont répartis en plusieurs secteurs :

- Secteur 1 (29,4 km) : Vallons côtiers de Vallauris ;
- Secteur 2 (23 km) : Vallons côtiers d'Antibes (Dans un objectif d'harmonisation des pratiques et des périodes de validité des DIG, la présente procédure reprend les vallons antibois déjà couverts par la DIG délivrée en 2017 pour une durée de 5 ans) ;
- Secteur 3 (6,6 km) : Vallons côtiers de Villeneuve-Loubet ;
- Secteur 4 (11,7 km) : Affluents du Loup, localisés entre Villeneuve-Loubet et la Colle sur Loup ;
- Secteur 5 (23,7 km) : Vallons du moyen pays affluents de la Miagne et du Mardaric sur les communes du Rouret, d'Opio, de Valbonne et de Roquefort les Pins.

Ainsi le linéaire total de vallons appartenant au domaine privé, à entretenir dans le cadre de cette DIG, couvre environ 95 kms.



**Plan Pluriannuel de Restauration et d'Entretien et nature des interventions de la CASA :** Un état des lieux a été dressé pour caractériser les enjeux sur les bassins : quartiers urbanisés, biodiversité, risques d'inondation, qualité de l'eau, évolution morphologique et aménagements de berge. Il s'appuie sur des inventaires naturalistes, un travail d'enquête de terrain, de bibliographie et d'expertise.

Le Plan Pluriannuel de Restauration et d'Entretien est présenté sous forme de fiches synthétiques pour chaque vallon, qui détaillent en particulier la nature des interventions à réaliser :

- **Entretien** : Il a notamment pour but de limiter les risques de dysfonctionnement hydraulique lié à la végétation, de mieux maîtriser les ruissellements, de maintenir l'état de la végétation ou de l'améliorer afin de garantir un bon état sanitaire des peuplements. Exemples :
  - préventif complet : débroussaillage des berges, coupe des cannes de Provence, ... ;
  - ponctuel selon le besoin : tronçonnage des arbres instables, recépage des sujets qui nuiraient au bon écoulement des eaux, enlèvement des souches, ... ;
  - curatif : évacuation de dépôts solides issus du démantèlement d'ouvrages maçonnés par certaines crues, évacuation d'encombrants, ...
- **Restauration** : Elle doit permettre de restaurer le fonctionnement naturel d'une berge ou du lit d'un vallon dégradé par des terrassements ou des érosions, et privilégie la mise en œuvre de techniques du génie végétal. Exemples :
  - plantations pour stabiliser les berges ;
  - génie végétal en alternative à des aménagements en génie civil ou en enrochements, ... ;
  - consolidation de petits ouvrages, reprise de radiers défectueux lorsqu'ils protègent une canalisation publique d'assainissement, ...
- **Préservation** : L'objectif est de maintenir et de protéger des écosystèmes, notamment les espèces protégées, et réduire les impacts au travers de la lutte contre les espèces invasives ou de la sauvegarde des zones humides qui jouent un rôle dans l'expansion des crues.
- **Surveillance** : Les contrôles permettent de s'assurer de la pleine capacité hydraulique des vallons et ouvrages avant, pendant ou après intempéries, ou du bon fonctionnement naturel de zone à préserver. Ils peuvent conduire à des mises en demeure de propriétaires d'effectuer des travaux. Une vigilance particulière est assurée lors des alertes météorologiques sur les « points durs » identifiés (grilles, entonnements de buses, ...).
- **Valorisation – Education** : La prévention et la sensibilisation font partie intégrante du plan de gestion, comme la transmission des bonnes pratiques.

A noter que sont exclus du champ des interventions de la CASA :

- les travaux de réparation ou de reconstruction d'ouvrages privés sur les vallons (ponceaux, busages, murs de soutènement, ...);
- les travaux à vocation paysagère ou esthétique ;
- sauf cas particuliers tels que la vacance de propriétaire, l'élimination des dépôts sauvages et déversements de déchets divers, pour lesquels des mises en demeure sont effectuées auprès des propriétaires.

Ces interventions sont réalisées par les agents communautaires ou par des entreprises privées dans le cadre de marchés publics avec la CASA. Il n'est pas demandé de participation financière aux propriétaires.

L'importance de ce travail est démontrée lors de chaque événement pluvieux. En effet, si cet entretien n'empêche pas les débordements et mises en charge générés par les fortes précipitations sur certains tronçons, il garantit les meilleures conditions d'écoulement possibles.

Le passage des agents communautaires dans les secteurs privés permet également de contrôler le bon état général des ouvrages, et de déclencher si nécessaire des réparations pour limiter les désordres en cas de crue.

Ce travail de fond favorise enfin un retour plus rapide à la normale après des crues importantes.

### **Contenu du dossier à présenter à l'enquête publique :**

Le dossier complet établi par la CASA dans cet objectif, comporte différentes pièces :

1. Un rapport avec le contexte et les analyses préalables à l'établissement du plan de gestion, accompagné des inventaires floristiques et faunistiques en annexes ;
2. Le Plan Pluriannuel de Restauration et d'Entretien des vallons concernés par la Déclaration d'Intérêt Général ;
3. Le dossier de demande de Déclaration d'Intérêt Général (DIG) pour l'entretien et la restauration des vallons, comportant :
  - un mémoire justifiant l'intérêt général des opérations ;
  - un mémoire explicatif qui décrit notamment la nature, l'étendue et les modalités des interventions, et comprend une estimation des dépenses correspondantes ;
  - un calendrier prévisionnel des opérations d'entretien ;
4. Le dossier de Déclaration de travaux établi au titre du code de l'Environnement (DLE) comprenant :
  - un document indiquant les incidences du projet sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement,
  - la compatibilité des travaux avec le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) ; et le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) ;
  - les mesures correctives ou compensatoires envisagées ;
5. La Déclaration Natura 2000.

Cette DIG est demandée pour une durée de 10 ans.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire d'approuver le principe de la mise à enquête publique du dossier de DIG.



**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,  
A L'UNANIMITE, APPROUVE** le principe de la mise à enquête publique du dossier de DIG.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 21 février 2022  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**AR receptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 21/02/2022  
Numéro : CC\_2022\_009  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Plans de gestion des vallons de la CASA - Mise à enquête publique préalable à Déclaration d'Intérêt Général  
Matière : 8.8 - Environnement

**Interlocuteur**

Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : YXFN3wA

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 11/03/2022  
Identifiant : 006-240600585-20220221-CC\_2022\_009-DE

**Acte reçu**

Date : 21/02/2022  
Numéro interne : CC\_2022\_009  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 8  
Objet : Plans de gestion des vallons de la CASA - Mise à enquête publique préalable à Déclaration d'Intérêt Général  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20220221-CC\_2022\_009-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 0

N